

ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse

*Académie de
MARTINIQUE*

LA RECTRICE DE L'ACADEMIE DE LA MARTINIQUE

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 72-580 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;

ARRETE COLLECTIF PORTANT INSCRIPTION AU TABLEAU D'AVANCEMENT

Arrête :

Article 1^{er} : Les 6 dont les noms suivent sont inscrits sur au titre de l'année 2025

NOM USUEL	NOM DE FAMILLE	PRENOM	DISCIPLINE D'ACCUEIL
M. TOLLERON		VINCENT	MATHEMATIQUES
M. CHOMEL		PIERRE	SII OPT INGENIERIE MECANIQUE
M. GAUDILLIERE		CHRISTOPHE	SII OPT INGENIERIE DES CONSTRUCTIONS
M. VISENTIN		LAURENT	SII OPT INGENIERIE DES CONSTRUCTIONS
M. BURY		FRANCOIS	SII OPT INGENIERIE ELECTRIQUE
M. PETILA		AMEDEE	SCIENCES PHYSIQUES

ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
Académie de
MARTINIQUE

Article 2 : le présent arrêté est publié sur le site académique et est affiché dans les locaux du rectorat, pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature.

Fait le 15/07/2025

LA RECTRICE DE L'ACADEMIE DE LA MARTINIQUE

La Rectrice

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

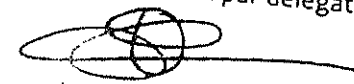
En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.

NOTA :

- La part des femmes parmi les agents promouvables est de 43.59 %, la part des hommes est de 56.41 %.
- La part des femmes parmi les agents inscrits sur est de 0.00 %, la part des hommes est de 100.00 %.

Pour la Rectrice et par délégation


La Directrice de la DPE
Pascale FOULONGANI

